

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DES LIBERTÉS

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

2^e CONCOURS ou EXAMEN* : ENJ

DATE : 8 Juin 2016

A MAGISTRATURE

ou d'y mettre un signe quelconque

contester la fiction

note que

ser une

folie

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat :

00092

NOTE

17/20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

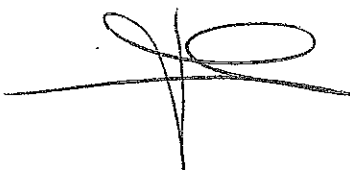
NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

2

COMPOSITION DE Droit Civil et Procédure civile
(cas pratique)

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE
(signature)



Il est interdit aux candidats de signer

En l'espèce, l'acte

333 du code civil, et

cette disposition

lorsque l'

à un

En

Que et A. DUPONT ont en commun, depuis leur mariage en 2001, deux enfants, dont Paul le 1^{er} Février 2006. Que DUPONT a récemment entretenu depuis 2004 une relation extraconjugale avec A. Jean PETIT et lui a indiqué qu'il serait le père de Paul, avec lequel A. PETIT a noué des liens dès lors que Paul a passé des vacances avec lui en 2006. A. PETIT souhaiterait établir sa paternité. Il demande de le guider dans sa démarche.

I/ Les moyens dont dispose A. PETIT pour voir reconnaître sa paternité.

Dès lors que les parents légitimes de Paul s'opposent à une quelconque demande en ce sens, A. Jean PETIT n'a pas d'autre alternative que d'ester en justice pour contester la filiation paternelle établie à l'égard de Paul et voir établir sa paternité.

En effet, la filiation paternelle de Paul est établie par la présomption de paternité définie à l'article 312 du Code civil dans le cadre où Paul est né durant le mariage de sa mère avec A. DUPONT: le mari de la mère est présumé être le père. Toutefois, il ne s'agit que d'une présomption probatoire, simple, qui doit être combattue en apportant la preuve

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

contraire.

Il convient de préciser que A. PETIT est tenu de contester la filiation paternelle de Paul, s'il entend voir établir la preuve de son état que toute action en établissement de sa filiation se lie avec une fin de non recevoir compte tenu de ce qu'une filiation est déjà établie.

II) Les règles procédurales d'une action judiciaire

Dès lors que A. PETIT entend agir en justice, il devra saisir le Tribunal de grande instance, bénéficiant d'une compétence exclusive en application de l'article 318-1 du Code civil.

Pour ce faire, il devra saisir la juridiction prévue d'assignation qui devra mentionner le fondement juridique de la demande. En l'espèce, il devra saisir l'article 333 du Code civil permettant à celui qui se prétend être le parent véritable de contester une filiation établie.

III) Le bien fondé des moyens de défense invoqués par les parents légitimes dans le cadre de l'action judiciaire engagée par A. PETIT

1) Quant au moyen tiré de la prescription de l'action

L'article 321 du Code civil dispose que les actions en justice relatives à la filiation se prescrivent par dix ans, à compter du jour où la personne se est prouvée de l'objet qu'elle réclame, sauf délai spécifique prévu par la loi.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

En l'espèce, l'action judiciaire de J. PETIT, étant fondée sur l'article 333 du code civil, il y a lieu de se référer au délai spécial prévu par cette disposition. Il est indiqué que l'action se prescrit par cinq années, lorsque la filiation contestée est établie par une possession d'état conforme à un hte depuis la naissance de l'enfant.

En l'espèce, J. DUPONT bénéficie d'un hte établissant sa filiation avec Paul dès lors que bénéficie de la présomption légale de paternité surabrogée, il apparaît vraisemblable que son nom ait été porté sur l'acte de naissance de Paul, d'autant que J. DUPONT l'a, selon l'exercice du contrôle, jamais fait état de son état de sa relation extra-conjugale. Ainsi, J. DUPONT bénéficie d'une possession d'état conforme, modifiée par la hypothèse nommer-breton-famille. En effet, Paul porte le nom de son père légitime, à savoir DUPONT, puisque cet attribut de la personnalité est précisément contesté. Également, dès lors que J. DUPONT ne semble pas avoir de relation extra-conjugale, il est vraisemblable que J. DUPONT soit considéré par tous comme le père de Paul (femme). Enfin, J. DUPONT entretient des relations de père-fils avec Paul dès lors qu'il participe aux décisions qui le concernent, notamment celle de confier Paul aux époux PETIT lors des vacances scolaires.

En conséquence, J. PETIT pourrait agir jusqu'au 1^{er} février 2011 pour contester judiciairement la filiation paternelle de Paul.

Toutefois, ce délai de cinq années prescrit par l'article 333 susvisé résulte d'une réforme intervenue par ordonnance du 4 juillet 2005 entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2006.

En application des dispositions relatives à l'application de la loi, dans le

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 1/2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

temps, et dans la mesure où le délai de prescription de cinq années n'était pas expiré au jour de son entrée en vigueur, un nouveau délai de cinq années a couru à compter du 1^{er} Juillet 2006, la loi nouvelle s'appliquant immédiatement aux situations en cours.

Ainsi M. Jean Petit pouvait agir jusqu'au 1^{er} Juillet 2011. Dès lors qu'il a fait assigner les époux DUPONT par acte d'huissier de justice en date du 1^{er} Juin 2011, cette fin de non recevoir invoquée par les défendeurs devra être rejetée et l'action de M. PETIT déclarée recevable.

B2 Quant au moyen tiré de la violation de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme (CEDH).

L'article 8 de la CEDH vise la protection de la vie privée. Le droit à la vie privée est garanti par l'article 9 du Code civil reprenant du droit pénal.

Dès lors que la relation extraconjugale de Mme DUPONT a vocation à être révélée dans la mesure où l'action vise à contester la paternité de son mari, une atteinte au droit de la vie privée peut être caractérisée.

En effet, la jurisprudence admet que la vie affective et sentimentale relève du domaine d'application de la vie privée (TAI Paris 2 Juin 1976).

Toutefois, ce droit à la vie privée doit être concilié avec

d'autre droit et intérêt concurrents.

La Cour européenne des droits de l'homme, en l'absence de consensus européen, donne ainsi aux Etats une marge d'appréciation quant au règlement de la difficulté tenant à la possibilité pour le père biologique de contester la présomption de paternité du mari. Ainsi elle conclut à l'absence de violation de l'article 8 CEDH dans sa jurisprudence *Choudhary contre Bulgarie* du 21 Décembre 2010.

Dès lors, le moyen de défense soulevé par les époux DUPONT et tenant à la violation de l'article 8 CEDH, pourrait ne pas être accueilli avec succès dès lors que le juge apprécie souverainement l'intérêt de l'enfant de voir établir sa filiation et pour faire prévaloir cet intérêt sur le droit à la vie privée de Mme DUPONT.

Il convient de préciser que l'audition de Paul pourra être réalisée si Paul souhaite exercer son droit conformément à l'article 338-1 du Code de procédure civile. En effet, l'enfant capable de discernement bénéficie du droit d'être entendu dans toutes les procédures le concernant et d'être assisté d'un avocat. Lors de l'introduction de l'instance visant à contester la filiation paternelle de Paul, celui-ci est âgé de 5 ans de sorte qu'il ne peut être considéré comme discernant. Toutefois, l'action étant en cours, il est désormais âgé de 10 ans et pourrait être considéré comme discernant.

Enfin, il y a lieu de faire état de la jurisprudence *Handley contre France* rendue par la Cour européenne des droits de l'homme qui admet l'établissement du lien de filiation du père biologique au détriment du père légitime, dans l'intérêt de l'enfant (objectif) qui est celui de la vérité biologique, par-delà l'absence d'audition de l'enfant et son opinion contraire exprimée par sa mère.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

IV, les suites de l'établissement de la paternité de J. par PETIT

Dès lors que l'expertise biologique admette par jugement avant dire droit, conclut à la paternité de J. PETIT et dès lors que son action tend à être jugée avec succès, il pourra formuler plusieurs demandes portant sur l'autorité parentale, le nom de l'enfant et l'exercice d'un droit de visite et d'hébergement.

En application de l'article 311 du code civil, il appartient au tribunal de grande instance de se prononcer quant au changement de nom.

Si par principe le choix du nom de l'enfant est effectué conjointement par les parents en application de l'article 311-23 du Code civil, il y a lieu d'envisager l'hypothèse d'un désaccord. Dès lors que l'établissement de la filiation est judiciaire, il n'appartient pas à l'officier d'état civil, de résoudre la difficulté mais au juge saisi de l'action, saisie comme il a rappelé la Cour de Cassation dans son arrêt du 13.09.2010. Le changement de nom relève de son appréciation souveraine, fondée sur l'intérêt supérieur de l'enfant. Le juge pourra substituer le nom de PETIT à celui de DUPONT ou préférer l'adjonction des deux noms.

Compte tenu de l'âge avancé de l'enfant, l'adjonction du nom de PETIT semble préférable dans l'intérêt de l'enfant.

S'agissant de l'autorité parentale, il y a lieu de se
référer aux dispositions de l'article 372 du Code Civil.

Dès lors que la filiation de J. PETIT père, établie
judiciairement, il n'y a pas d'exercice commun de l'autorité
parentale, de sorte que J. PETIT restera seul investie
de cette prérogative, conformément à sa demande.

Il convient de noter que le Cour d'appel a jugé d'écarter
l'impossibilité pour le père naturel de demander l'autorité
parentale (CEDU 3 février 2011)

S'agissant du droit de visite et d'hébergement, en
application de l'article 373-2-9, il appartient au juge
d'en fixer les modalités s'il attribue la garde de Paul
à J. DUPONT, dès lors que les parents biologiques de
ce dernier résident séparément.